NÉGOCIATIONS INDEMNITAIRES DGFIP

Les négociations indemnitaires à Bercy ne sont pas terminées. À ce jour, nous avons signé le volet « promotions supplémentaires » qui bien qu'insuffisant constitue une amélioration. L'intersyndicale n'a pas signé la prime exceptionnelle GMBI, car nous voulions une prime pour tout le monde. Bercy a néanmoins validé cette prime, nous nous sommes déjà longuement exprimés sur la question.

Il reste deux thèmes en négociation : la revalorisation indemnitaire pérenne et l'enveloppe Qualité de Vie au Travail (QVT). Sur la QVT, nous avons seulement besoin de recadrer les choses pour ne pas reproduire le grand n'importe quoi de la première enveloppe FACVT (surtout à la Drfip 44 qui a mobilisé 1,5 Temps Plein pendant 6 mois pour distribuer des plantes vertes !).

Reste donc la négociation indemnitaire. C'est pour cela que vous avez signé massivement la pétition intersyndicale, avec un premier succès puisque 20 000 signatures sont remontées à Bercy alors que seulement la moitié des directions ont joué le jeu. Bercy a une enveloppe et semble prêt à lâcher quelques points d'ACF. Nous pouvons gagner une augmentation significative si nous nous en donnons les moyens ! Les douaniers ont obtenu une augmentation conséquente, de plus de 1 300 € bruts par an semblerait-il.

Et nous avons des arguments :

- où est passé l'argent des postes vacants qui sont pourtant budgétés ? 100 emplois vacants, c'est pas loin de quatre millions d'€ économisés par Bercy sur un an ! Et nous avons des milliers d'emplois vacants.
- Comment se fait-il qu'après avoir supprimé 40 % des effectifs tout en poursuivant les missions, aucun gain de productivité n'ait été reversé aux agent-es ! C'est un scandale.
- Les n°1 ont pris 10 points d'indice en moyenne cette année, un certain nombre de postes de A + ont été sur-indiciés. Pourquoi eux et pas nous ?

Il est temps de réclamer notre dû. La CGT, avec l'intersyndicale, va proposer des actions. Nous vous inviterons à y participer massivement. Nous pouvons gagner !

ERREURS SUR LA PAYE ?

Certains collègues très confiants dans la rigueur gestionnaire de leur propre administration ont eu des sueurs froides en voyant leur paye de novembre. En effet après la « prime pauvreté » versée en septembre, allant jusqu'à 800 €, la paye de novembre

s'est vue « gonflée » par une autre salve de primes. Et la différence peut être substantielle et bienvenue en ces temps d'érosion salariale.

L'Indemnité d'Accompagnement Mobilité Fonctionnelle a été liquidée sur cette paye. Cette prime est versée pour celles et ceux qui ont subi une restructuration ET qui ont suivi, dans ce cadre, au moins cinq jours de formations. La prime allant de 500 € à 2 000 €, on comprend que cela fasse un coup au cœur surtout quand personne n'a été prévenu en amont.

Plus baroque, la GIPA a été versée sur cette même paye de novembre. La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat vient habituellement compenser la perte de pouvoir d'achat pour celles et ceux, en bout de grille, qui stagnent pendant 4 ans à la même rémunération. Sauf que, si le nombre de points d'indice est la base du calcul de la GIPA, l'inflation entre aussi dans l'équation. Et vu le contexte économique, pas mal de collègues ont touché une mini GIPA ! Bonne surprise donc, mais qui en dit beaucoup sur la misère de nos rémunérations !

Et attention aux émotions fortes, la prime GMBI sera versée avec le salaire de décembre. Cela pourrait donner des idées aux collègues sur ce que c'est qu'une bonne paye.

GREENWASHING ET CENSURE

Il existe sur Novae une « communauté EcoFip ».

Un membre de cette communauté, un poil agacé par un message louant exagérément à son goût les mérites de la COP 28, n'a pu s'empêcher de rappeler que l'exemple ne venait pas d'en haut. Tout en illustrant le propos par le déplacement récent d'E. Macron à Nantes en jet. Toujours moqueur, le camarade conseillait à Notre Président Bien Aimé d'anticiper quelque peu le trajet pour pouvoir joindre la COP 28 à Dubaï en train, dans une démarche éco responsable.

Faisant foin de l'ironie, ce message fut censuré illico avec un petit mail explicatif du modérateur. Soit. Cela aurait pu (et aurait dû) en rester là, après tout, nous n'avons pas tous et toutes le même sens de l'humour. Mais quelqu'un a cru bon visiblement d'en parler à un directeur, qui a joint le N+2 du collègue et a obligé celui-ci à se fendre d'un petit rappel sur la déontologie et le devoir de réserve auprès de notre humoriste. Vous ne rêvez pas, nous ne sommes pas (encore) en Corée du Nord, mais l'irrévérence ne semble pas une qualité appréciée à la Dgfip. Place aux courbettes devant les « lumières » présidentielles ou ministérielles !